



La richesse « de dingue » captée par les très riches : Un problème fondamental !

Le magazine Challenges (n° 617) en juillet 2019 publiait son classement annuel, depuis 1996, des 500 premières fortunes de France. On observe de nouveau :

De 1996 à 2019 : Une augmentation du nombre de milliardaires qui est passé **de 11 à 103** (+ 9 P/R à 2018, + 836 % depuis 1996 !). Les 103 milliardaires de ces 500 fortunes cumulent 573 Mds soit 82 % du total. Les 397 millionnaires qui suivent ont le reste (soit 127 Mds).

Le montant des 500 premières fortunes a été multiplié par 8,6 pour passer de 81 milliards (Mds) en 1996 à **700 Mds** (650 Mds en 2018).

Le total de ces 500 fortunes représente 29,7 % du PIB 2018. En 1996 on était à 6 % du PIB!

Le seuil d'entrée dans ce classement « FMIC » (fortune minimum d'inclusion dans le classement) est passé de 13 millions en 1996 à 150 millions (Ms), (140 Ms en 2018).

Des points de repères non exhaustifs :

Les ressources réalisées de l'État en 2018 (selon la Cour des Comptes – CdC), concernant ses recettes fiscales ou non, ont été de 350 Mds et ses charges de 425 Mds.

Le déficit budgétaire 2018 (source CdC) a été de 76 Mds alors que M. Arnaud et Wertheimer, les deux premières fortunes, cumulent respectivement 90 Mds et 50 Mds et possèdent bien plus que les 20 % de français les plus pauvres (13 millions de personnes !).

Il faudrait 3 Mds par an sur 10 ans pour combler le retard dans l'ESR et pourvoir aux augmentations d'effectifs selon la StraNES (rapport 2016). Et à l'EN...

Selon le rapport du Haut Conseil Famille Enfance et de l'Age (HCFEA) en 2018 il faudrait seulement 8 Mds d'euros pour sortir les familles pauvres en France de la pauvreté.

Ajoutons la fraude fiscale en France qui est estimée à minima autour de 80 Mds et de 1000 Mds selon la commission européenne à l'échelle de l'Europe... De même le problème n'est pas le coût du travail mais le surcoût du capital estimé en 2011 à 95 Mds (cf <http://www.snepfsu.net/outils/index.php>)

La hauteur de la fraude et des inégalités de richesse en France et dans le monde, où 26 Milliardaires (source OXFAM) possèdent autant que la moitié de l'humanité la plus pauvre, questionne la morale et l'éthique. Selon l'OCDE, la théorie du ruissellement des riches vers les pauvres ne fonctionne pas, et ces inégalités et fraudes nuisent à la croissance économique. (cf. aussi le premier rapport sur les inégalités mondiales « **Word Inequality Report 2018** »).

A peine la moitié de ces 700 Mds des 500 fortunes permettrait aisément de financer tous les services publics à hauteur des besoins (santé, éducation,...), des créations d'emplois et la transition écologique. Or ce gouvernement prévoit encore 50 Mds de réduction de dépenses publiques sur le quinquennat et plus de 100 000 suppressions de postes dans la Fonction publique.

Quelles solutions ? « Un grand soir fiscal est nécessaire » !

Après la crise de 1929, le président Américain Roosevelt en 1933 avait décidé de prélever à hauteur de 79% les revenus des plus riches. A méditer car un certain président a supprimé l'ISF ! (Coût pour l'Etat en 2018 à minima pour cette seule mesure... : 4,5 Mds (source Bercy)).